

ANNEXE 1.A1

Données de l'OCDE sur la distribution des revenus : caractéristiques clés

Des données comparables sur la distribution des revenus des ménages à la fois constituent un point de référence pour juger des performances d'un pays et offrent la possibilité d'évaluer le rôle des facteurs communs ainsi que des facteurs propres à chaque pays. Elles permettent aussi aux gouvernements de tirer parti de l'expérience des différents pays pour comprendre « ce qui marche le mieux » pour réduire les disparités de revenu et faire reculer la pauvreté. Mais la comparabilité dans ce domaine est difficile à obtenir car les pratiques nationales diffèrent largement en ce qui concerne les concepts, les mesures et les sources statistiques¹. Cela fait longtemps que l'OCDE travaille sur ces questions de distribution des revenus, et ce rapport poursuit cet effort sur la base d'un nouvel ensemble de données². Les données sont recueillies au travers d'un réseau d'experts nationaux qui appliquent des conventions et des définitions communes aux données issues des différentes sources nationales et fournissent à l'OCDE des tableaux détaillés (le tableau 1.A1.1 donne des précisions sur les sources statistiques utilisées pour chaque pays). Grâce à cette méthode de collecte des données, on peut couvrir un éventail plus large de pays de l'OCDE (30 dans le présent volume), sur la base d'informations qui à la fois sont plus récentes que celles disponibles au travers d'autres sources statistiques et permettent mieux de suivre l'évolution de la distribution des revenus au fil du temps. L'inconvénient est qu'il n'est pas possible d'accéder aux données microéconomiques d'origine, ce qui limite les possibilités d'analyse. C'est pourquoi les données provenant du questionnaire de l'OCDE sur la distribution des revenus présentées dans ce rapport sont complétées, si nécessaire, par les données microéconomiques issues du projet *Luxembourg Income Study* (www.lisproject.org).

Les données relatives à la distribution des revenus examinées dans ce volume présentent trois grandes caractéristiques :

- *Premièrement*, elles se rapportent aux revenus monétaires – à l'exclusion d'éléments tels que la production domestique et les loyers imputés– régulièrement perçus par les ménages au cours de l'année. Est pris en compte le revenu disponible des ménages (après impôt) dans ses différentes composantes : revenus salariaux (répartis entre les revenus de la personne de référence au sein du ménage, les revenus du conjoint et les revenus des autres membres du ménage); revenus du travail indépendant; revenus du capital (loyers, dividendes et intérêts); transferts publics; et impôts sur le ménages. Les informations sont ventilées en fonction de diverses dimensions : âge de l'individu; âge de la personne de référence au sein du ménage (moins de 65 ans ou plus de 65 ans);

présence d'enfants (personnes de moins de 18 ans); présence d'autres adultes; et statut des membres du ménage au regard de l'emploi.

- *Deuxièmement*, l'analyse porte sur la distribution des revenus au niveau individuel, les différentes sources de revenu étant prises en compte au niveau du ménage et partagées à parts égales entre les membres du ménage. Les revenus du ménage sont donc attribués à chaque membre du ménage, quelle que soit la personne qui les perçoit. Le revenu attribué à chaque personne est « ajusté » pour tenir compte de la taille du ménage (il s'agit du revenu par unité de consommation), sur la base d'une élasticité d'équivalence commune mais arbitraire (la racine carrée de la taille du ménage) qui ne fait pas de distinction entre adultes et enfants et implique que les besoins économiques d'un ménage augmentent moins qu'à proportion de sa taille³.
- *Troisièmement*, les données pour la plupart des pays proviennent d'enquêtes auprès des ménages mais, dans le cas de plusieurs pays nordiques, elles sont tirées de registres administratifs qui sont intégrées avec les données d'enquête. L'utilisation d'enquêtes auprès des ménages implique que les données sont entachées de diverses erreurs, d'échantillonnage notamment, dont l'importance peut varier d'un pays à l'autre. Cela implique aussi que les données excluent certaines personnes au bas de l'échelle des revenus, par exemple les personnes sans domicile fixe, les personnes en situation irrégulière et les personnes vivant en institution. Les données d'enquête peuvent aussi être affectées par un phénomène de sous-déclaration, sans doute particulièrement notable aux deux extrêmes de la distribution.

Les données utilisées dans ce document diffèrent, toutefois, par certains aspects qui empêchent une « standardisation », et cela peut influencer sur les comparaisons entre pays. On peut notamment citer les aspects suivants :

- *Différences dans la définition des ménages*. Pour la plupart des pays, un ménage est un groupe de personnes vivant dans le même logement mais, pour d'autres, il faut en outre qu'il y ait un budget en commun pour les dépenses essentielles. Les pays qui ont une définition plus restrictive de la notion de ménage auront des tailles de ménage et des revenus par unité de consommation plus faibles (et donc des taux de pauvreté plus élevés) que les autres pays. En Suède, jusqu'au milieu des années 90, les enfants au-delà d'un certain âge étaient considérés comme constituant un ménage distinct, même s'ils vivaient au domicile de leurs parents, et il a fallu procéder à des ajustements spéciaux (décrits plus loin) pour tenir compte de ce changement dans la définition des ménages.
- *Période sur laquelle le revenu est mesuré*. Ce qui est mesuré c'est le revenu perçu au cours de l'année précédant l'enquête, la plupart des pays considérant l'année civile précédente, mais quelques pays considèrent les 12 mois précédant l'enquête. Dans certains pays, toutefois, le revenu, ou certaines de ses composantes, est mesuré sur une période de référence plus courte, puis retraité sur une base annuelle⁴. Les pays qui ont des périodes de référence plus courtes présentent généralement une plus grande volatilité des revenus et sont donc davantage susceptibles d'enregistrer des périodes d'insuffisance temporaire des revenus.
- *Disponibilité des données fiscales*. Toutes les composantes du revenu sont saisies avant déduction des impôts directs et des prélèvements assis sur les salaires (cotisations de sécurité sociale) à la charge des ménages, mais il y a quelques exceptions⁵. Même pour les pays où les prélèvements fiscaux à la charge des ménages sont identifiés séparément, il peut y avoir des différences dans la façon dont ceux-ci sont calculés,

certains pays s'appuyant sur les déclarations mêmes des intéressés (par exemple, Japon), d'autres sur les données fiscales (par exemple, Danemark et plusieurs autres pays nordiques), et d'autres sur les valeurs « imputées » résultant de l'application de modèles de microsimulation aux données individuelles (par exemple, Italie, Nouvelle-Zélande, États-Unis). Lorsque les données sont estimées à l'aide de modèles de microsimulation, des différences sur des points de détail et dans les hypothèses utilisées (par exemple, s'agissant de la fraude fiscale) peuvent affecter la comparabilité des résultats.

- **Cohérence des données dans le temps.** Lorsque des ruptures statistiques se produisent – par suite de changements dans les méthodes d'enquête (Japon en 1995, Pays-Bas en 2000), dans les définitions du revenu ou des ménages (Italie en 1995, Suède en 1985), ou suite à l'utilisation d'enquêtes différentes (Belgique, Canada et Espagne en 1995; Royaume-Uni en 2001) – les données sont recueillies à la fois sur la base « ancienne » et sur la base « nouvelle », de façon à enchaîner les indicateurs. Cependant, avec l'introduction des Statistiques communautaires sur le revenu et les conditions de vie (ERCV) en 2004, plusieurs pays européens (Autriche, Belgique, République tchèque, Irlande, Portugal, Pologne et Espagne) ont interrompu les enquêtes utilisées dans ce document pour les années antérieures : pour ces pays, les données concernant le milieu des années 2000 ne sont donc pas comparables à celles pour les années antérieures.

Notes

1. Les principales différences portent sur le concept de revenu utilisé et l'unité d'analyse : la plupart des recherches en Europe considèrent, traditionnellement, la distribution du revenu disponible (après prélèvements fiscaux et transferts) entre individus, le revenu étant calculé au niveau du ménage (et, plus rarement, de la famille), puis réparti entre les membres du ménage; par contre, aux États-Unis, la plupart des analyses portent sur la distribution du revenu avant impôts au niveau des familles (et plus rarement des ménages). Pour une présentation détaillée des aspects méthodologiques en rapport avec les statistiques de distribution des revenus, voir le rapport du groupe d'experts sur les statistiques sur le revenu des ménages (Canberra Group, 2001).
2. Le premier travail important de l'OCDE sur ces questions de distribution des revenus est constitué par l'analyse de Malcom Sawyer (1976) qui, dans un article pour les *Perspectives économiques de l'OCDE*, a passé en revue les résultats de 12 pays de l'OCDE, à la fin des années 60 et au début des années 70, sur la base des mesures les plus couramment utilisées dans chaque pays. Il y a ensuite eu les travaux d'Atkinson, Rainwater et Smeeding (1995), présentant les résultats pour 12 pays de l'OCDE, dans la seconde moitié des années 80, sur la base des données provenant de la base de données de la *Luxembourg Income Study (LIS)*, qui constitue un environnement standardisé permettant aux analystes d'appliquer des définitions communes aux données microéconomiques issues des différentes enquêtes nationales. Une troisième phase s'est ouverte avec la collecte régulière de données par l'OCDE (tous les cinq ans environ) au travers d'un réseau de consultants nationaux. Les données présentées dans ce rapport, provenant de la dernière vague de cette collecte, couvrent une année aussi proche que possible de 2005; elles incluent aussi (pour certains pays) des révisions par rapport aux données utilisées par Förster et Mira d'Ercole (2005).
3. La « racine carrée de la taille d'un ménage » implique que les besoins d'un ménage composé de quatre personnes représentent le double des besoins d'un ménage composé d'une personne seule (1.4 fois les besoins d'une personne seule pour un couple sans enfant et 1.7 fois pour un couple avec un enfant). Pour plus de précisions, voir www.oecd.org/dataoecd/61/52/35411111.pdf.
4. C'est le cas pour l'Australie et le Royaume-Uni (où les données de gains se rapportent à la semaine), pour l'Autriche (où les données, avant le milieu des années 2000, se rapportaient aux revenus mensuels) et pour l'Espagne (où, jusqu'au milieu de l'année 1995, les données se rapportaient aux revenus trimestriels).
5. Les données relatives aux prélèvements fiscaux à la charge des ménages ne sont pas disponibles pour l'Autriche, le Luxembourg et la Pologne (sauf au milieu des années 2000), la Grèce, la Hongrie, le Mexique, la Pologne, l'Espagne et la Turquie. Dans tous ces cas, les données relatives aux différentes composantes des revenus des ménages sont enregistrées sur une base « nette » (autrement dit après impôts).

Tableau 1.A1.1. Sources nationales et ajustements sur les données

| Source | Année de revenu | Période sur laquelle le revenu est mesuré | Taille de l'échantillon et taux de réponse l'année et du chef de ménage la plus récente | Revenu pris en compte | Autres caractéristiques des données |
|------------------|--|---|--|--|--|
| Allemagne | <i>Panel socio-économique allemand</i> 1985, 1990, 1995 (anciens Länder) 1995, 2000, 2004 (ensemble des Länder) | Revenu annuel l'année précédant l'enquête | Environ 13 000 ménages, taux de réponse initial supérieur à 50 %, taux de réponse transversal supérieur à 95 % | Les revenus du travail indépendant sont pris en compte dans les revenus d'activité, les pensions professionnelles dans les transferts courants, les pensions privées dans les revenus du capital | <ul style="list-style-type: none"> Les revenus inférieurs au minimum social de DM 5 000 par an ne sont pas pris en compte Impôts et cotisations de sécurité sociale acquittés par les travailleurs imputés à partir de modèles de microsimulation Seuls sont pris en compte par le modèle de microsimulation utilisé pour générer les données fiscales les déductions fiscales types |
| Autriche | <i>Microrecensement</i> 1983, 1993, 1999 <i>Enquête ERACV sur le revenu et les conditions de vie</i> 2004 | | 67 % pour les questions de revenu | Les données de revenu mensuel moyen ne prennent pas en compte les revenus du capital ni les revenus du travail indépendant (si la personne qui exerce à titre indépendant est le chef de ménage) | <ul style="list-style-type: none"> Les données 2004 ne sont pas comparables avec celles pour les années précédentes Pas de données sur les prélèvements fiscaux pour toutes les années (autrement dit, toutes les données relatives aux différentes composantes du revenu sont enregistrées nettes d'impôts sur le revenu et de prélèvements assis sur les salaires) Les données relatives aux composantes du revenu sont au niveau individuel, avec imputation pour les non-réponses en 1993 et 1999 |
| Belgique | <i>Dossiers fiscaux</i> <i>Panel communautaire des ménages</i> <i>Enquête ERACV sur le revenu et les conditions de vie</i> 1985, 1995 1995, 2000 2004 | | | | <ul style="list-style-type: none"> Les données 2004 ne sont pas comparables avec celles pour les années précédentes Changement de source en 2000 (traité par rattachement) Pas de données sur les prélèvements fiscaux avant 2004 |
| Canada | <i>Survey of Consumer Finances</i> <i>Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR)</i> 1975, 1985, 1995 1995, 2000, 2005 | Revenu sur l'année civile | Environ 30 000 ménages et un taux de réponse de 85 % | Revenus marchands et prestations publiques, nets d'impôts sur le revenu | <ul style="list-style-type: none"> Changement de source en 2000 (traité par rattachement) Les éléments de revenu qui étaient codés comme non-réponse dans l'enquête EDTR ont été ramenés à zéro Les montants perçus sous forme de transferts publics sont déduits d'autres sources. Les données d'enquête sur les prélèvements fiscaux sont exhaustives et n'appellent pas d'imputations |

Tableau 1.A1.1. Sources nationales et ajustements sur les données (suite)

| | Source | Année de revenu | Période sur laquelle le revenu est mesuré | Taille de l'échantillon et taux de réponse l'année et du chef de ménage la plus récente | Définition du ménage | Revenus pris en compte | Autres caractéristiques des données |
|------------|---|------------------------------|--|---|--|---|---|
| Corée | <i>Enquête sur le revenu elles dépenses des ménages (combinée avec l'enquête sur la situation économique des ménages agricoles)</i> | 2006 | Douze fois le revenu mensuel | Environ 14 500 ménages et un taux de réponse de 83 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes partageant le même logement et qui ont un budget en commun Les étudiants qui ne vivent pas au domicile des parents sont considérés comme des ménages distincts Les données sur les ménages agricoles (non couverts par l'enquête sur le revenu et les dépenses des ménages) proviennent de l'enquête sur la situation économique des ménages agricoles | Revenu brut Tous les éléments de revenu tels qu'indiqués dans l'enquête | <ul style="list-style-type: none"> Les données relatives aux ménages provenant des deux enquêtes sont intégrées de façon à constituer une source unique Tous les revenus du travail des ménages agricoles sont considérés comme revenus du travail indépendant Les données sur le revenu du travail indépendant portent sur les retraits effectués par les travailleurs indépendants à partir des revenus (nets) de l'entreprise |
| Danemark | <i>Danish Law Model System</i> | 1983, 1994, 2000, 2005 | Revenu annuel | Environ 170 000 personnes. Pour toutes ces données de revenu sont tirées de registres | <ul style="list-style-type: none"> Couples mariés et couples cohabitants. Les enfants de plus de 17 ans vivant au domicile sont considérés comme des ménages distincts | Revenu disponible net des impôts sur le revenu des personnes physiques et des cotisations aux régimes de pension privés | <ul style="list-style-type: none"> Données tirées de plusieurs registres fiscaux et de prestations Revenus négatifs ramenés à zéro Pensions privées prises en compte au titre des revenus du capital |
| Espagne | <i>Enquête continue sur le budget des ménages Panel communautaire des ménages Enquête ERCV sur le revenu et les conditions de vie</i> | 1985, 1990, 1995, 2000, 2004 | Revenu du 2 ^e trimestre de chaque année | Environ 3 200 ménages et un taux de réponse de 90 % en 1995 | <ul style="list-style-type: none"> Personnes partageant un budget commun | Revenu trimestriel disponible | <ul style="list-style-type: none"> Les données 2004 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes Changement de source en 2000 (traité par raccordement) Pas de données sur les prélèvements fiscaux pour toutes les années Les valeurs des autres composantes du revenu sont enregistrées nettes d'impôts |
| États-Unis | <i>Annual Social and Economic Supplement to the Current Population Survey</i> | 1974, 1984, 1995, 2000, 2005 | Année précédant l'entretien qui a lieu en mars | Environ 50 000 ménages et un taux de réponse de 95 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes occupant un même logement | Revenu annuel brut | <ul style="list-style-type: none"> Census Bureau Estimations des impôts acquittés et des prestations publiques en nature sur la base d'un modèle ajoutées aux données d'enquête concernant le revenu annuel brut Revenu négatif admis en deçà de \$10 |

Tableau 1.A1.1. Sources nationales et ajustements sur les données (suite)

| Source | Année de revenu | Période sur laquelle le revenu est mesuré | Taille de l'échantillon et taux de réponse l'année et du chef de ménage la plus récente | Revenus pris en compte | Autres caractéristiques des données |
|---|------------------------------|--|---|---|--|
| <i>Finlande</i> | | | | | |
| <i>Enquête sur le budget des ménages</i> | 1976 | | Environ 13 000 ménages et un taux de réponse de 75 % | • Personnes vivant au sein de ménages privés | |
| <i>Enquête sur la distribution des revenus</i> | 1986, 1995, 2000, 2004 | | | | |
| <i>Enquête Revenus Fiscaux</i> | 1984, 1989, 1994, 2000, 2005 | Revenu annuel au cours des 12 mois précédant l'enquête (mars à mars) | Environ 10 000 ménages et un taux de réponse de 70 % | • Ensemble des personnes qui partagent un même logement | • Données ERCV pour les comparaisons entre pays au milieu des années 2000; données ERF pour évaluer les tendances |
| <i>Enquête EU – SILC sur le revenu et les conditions de vie</i> | 2004 | Revenu annuel | | | |
| <i>Grèce</i> | | | | | |
| <i>Enquête sur le budget des ménages</i> | 1974, 1988, 1994, 1999, 2004 | | 84 % | • Ménages privés | • Pas de données sur les impôts pour toutes les années • Les ménages n'ayant pas fourni d'informations sur leur revenu sont exclus de l'échantillon |
| <i>Hongrie</i> | | | | | |
| <i>Panel hongrois des ménages</i> | 1991, 1995 | D'avril l'année en question à mars l'année suivante | Environ 2 000 ménages et un taux de réponse de 67 % | • Personnes vivant ensemble et partageant les dépenses du ménage | • Pas de données sur les impôts pour toutes les années • Pas de revenus négatifs. Les revenus non connus sont exclus en 1991, en partie remplacés par des valeurs imputées les années suivantes |
| <i>Enquête de suivi des ménages</i> | 2000, 2005 | Octobre 2004-Septembre 2005 | Environ 2 000 ménages et un taux de réponse de 49 % | | |
| <i>Irlande</i> | | | | | |
| <i>Living in Ireland Survey</i> | 1987, 1994, 2000 | Revenu hebdomadaire courant | Environ 3 500 ménages et un taux de réponse de 69 % | • Personnes vivant ensemble, partageant le même budget et se réunissant au moins une fois par semaine pour le repas | • Les données 2005 ne sont pas comparables avec les données pour les années précédentes |
| <i>Enquête ERCV sur le revenu et les conditions de vie</i> | 2005 | Revenu annuel l'année précédant l'entretien; enquête continue | Environ 6 000 ménages et un taux de réponse de 72 % | • Les personnes temporairement absentes et vivant au sein de ménages collectifs sont prises en compte | |
| <i>Islande</i> | | | | | |
| <i>Enquête ERCV sur le revenu et les conditions de vie</i> | 2004 | Revenu annuel au cours de l'année précédant l'enquête | Près de 3 000 ménages | • Ménages privés | • Hors composantes non monétaires |

Tableau 1.A1.1. Sources nationales et ajustements sur les données (suite)

| Source | Année de revenu | Période sur laquelle le revenu est mesuré | Taille de l'échantillon et taux de réponse l'année et du chef de ménage la plus récente | Définition du ménage | Revenus pris en compte | Autres caractéristiques des données |
|------------------|---|---|---|--|--|---|
| Italie | ITAXMOD95 1984, 1991, 1993 MASTRICK (modèles de microsimulation basés sur l'enquête de la Banque d'Italie sur les revenus et le patrimoine des ménages) | Revenu annuel au cours de l'année civile précédente | Environ 8 000 ménages et un taux de réponse de 36 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes vivant dans le même logement et qui apportent une partie de leurs revenus au ménage | Hors éléments non réguliers et non monétaires | <ul style="list-style-type: none"> Impôts sur le revenu et prélèvements assis sur les salaires estimés à l'aide de modèles de microsimulation Rupture dans les séries entre 1993 et 1995 (par suite de changements dans le modèle et dans la définition du revenu) traitée par raccordement Depuis 1995, les données incluent les revenus des actifs financiers et la valeur imputée des prestations familiales en espèces (<i>assegni famigliari</i>) |
| Japon | Enquête générale sur les conditions de vie, la santé et la protection sociale | Revenu annuel l'année précédant l'enquête | Environ 25 000 ménages et un taux de réponse de 70 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes partageant le même logement et qui ont un budget en commun Les données excluent les ménages dont le chef de ménage a moins de 17 ans et tous les individus dont l'âge n'est pas connu | Tous les éléments de revenu tels qu'indiqués dans l'enquête | <ul style="list-style-type: none"> Rupture dans les séries en 1995 (les personnes dont le revenu était trois fois supérieur à l'écart-type n'étaient pas prises en compte avant cette date) traitée par raccordement |
| Luxembourg | Panel Socio-Economique Lieven zu Lëtzebuerg | Revenu annuel | Environ 2 300 ménages et un taux de réponse de 57 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes qui partagent de manière habituelle un logement et qui ont un budget en commun pour l'alimentation | Tous types de revenu monétaire, nets d'impôts et de cotisations d'assurances sociales | <ul style="list-style-type: none"> Les données incluent tous les ménages privés dans lesquels au moins une personne relève du système national de sécurité sociale (environ 97 % de la population). Les revenus négatifs sont ramenés à zéro |
| Mexique | Enquête sur le revenu et les dépenses des ménages | Revenus du 3 ^e trimestre de chaque année | Environ 20 000 ménages et un taux de réponse de 85 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes qui partagent un logement et qui ont un budget en commun pour l'alimentation | Revenu monétaire trimestriel net des impôts directs et des cotisations de sécurité sociale | <ul style="list-style-type: none"> Pas de données sur les prélèvements fiscaux pour toutes les années (autrement dit toutes les données relatives aux différentes composantes du revenu sont enregistrées nettes d'impôt sur le revenu et de prélèvements assis sur les salaires) Les pensions privées (qui ne sont pas identifiées séparément) sont incluses dans les transferts publics |
| Norvège | Enquête sur la distribution des revenus | Année civile | Environ 13 000 ménages et un taux de réponse de 75 % | <ul style="list-style-type: none"> Tous les individus qui partagent un même logement et qui ont un budget en commun | Revenu annuel disponible. Toutes les données de revenu sont tirées de registres | <ul style="list-style-type: none"> Les personnes n'ayant pas répondu à l'enquête sont incluses dans l'échantillon par le biais des données tirées de registres Pas de ventilation des revenus d'activité entre le chef de ménage, le conjoint et les autres membres du ménage |
| Nouvelle-Zélande | Enquête sur la situation économique des ménages | Avril à mars en 1986, 1991 et 1996 Juin à juin en 2001 et 2004 | Environ 2 800 ménages et un taux de réponse de 73 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes partageant un logement privé et qui passent normalement au moins quatre nuits par semaine dans ce logement | Tous les revenus réguliers ou à caractère récurrent | <ul style="list-style-type: none"> Impôts sur le revenu et prélèvements assis sur les salaires imputés par application de modèles de microsimulation Les revenus non connus sont ramenés à zéro |

Tableau 1.A1.1. Sources nationales et ajustements sur les données (suite)

| Source | Année de revenu | Période sur laquelle le revenu est mesuré | Taille de l'échantillon et taux de réponse l'année et la plus récente | Définition du ménage et du chef de ménage | Revenus pris en compte | Autres caractéristiques des données |
|---------------------|------------------------------------|--|---|--|---|--|
| Pays-Bas | 1977, 1985, 1990, 1995, 2000, 2004 | Revenu annuel l'année de référence | Environ 82 000 ménages et un taux de réponse de 100 % (données tirées de registres) | <ul style="list-style-type: none"> Personnes vivant dans le même logement et qui ont un budget en commun pour l'alimentation et d'autres dépenses essentielles Personne percevant un revenu provenant d'une activité indépendante, ou personne qui perçoit le revenu le plus élevé, ou personne la plus âgée (changement dans la définition depuis 2004) | Revenu annuel brut Impôts calculés sur les revenus l'année de référence | <ul style="list-style-type: none"> Données tirées de registres avec des valeurs imputées en cas d'informations incomplètes Changement dans les pondérations et dans la conception de l'enquête en 2000 (traité par raccourcement) |
| Pologne | 2000, 2004 | Revenu mensuel multiplié par 12 | Environ 36 000 ménages et un taux de réponse de 55 % avant substitution | <ul style="list-style-type: none"> Personnes ayant un budget en commun pour les biens essentiels | Revenu annuel disponible | <ul style="list-style-type: none"> Les données 2004 ne sont pas comparables avec celles de l'année 2000 Pas de données sur les prélèvements fiscaux en 2000 (toutes les données relatives aux différentes composantes du revenu sont enregistrées nettes d'impôts) Valeurs des revenus négatifs fixées à zéro |
| Portugal | 1980, 1990, 1995, 2000, 2004 | Revenu l'année précédant l'entretien | Environ 10 000 ménages et un taux de réponse proche de 100 % toutes les années | <ul style="list-style-type: none"> Personnes vivant dans le même logement | Revenu brut, à l'exclusion de tous éléments non monétaires | <ul style="list-style-type: none"> Les données 2004 ne sont pas comparables avec celles des années précédentes Les données relatives aux prélèvements fiscaux ne sont pas disponibles en 2004 |
| République slovaque | 2004 | Revenu l'année précédente | 6 016 ménages et un taux de réponse de 85,6 % | <ul style="list-style-type: none"> Personnes vivant dans des logements privés et partageant les dépenses essentielles du ménage | Revenu annuel disponible | <ul style="list-style-type: none"> Groupe déterministe signifie imputation pour manque de données Valeurs des revenus négatifs fixées à zéro |
| République tchèque | 1992, 1996, 2002, 2004 | Micro recensement 2002, Enquête ERACV sur le revenu et les conditions de vie | Environ 38 000 logements et un taux de réponse de 76 % | <ul style="list-style-type: none"> Ménages privés | Revenu annuel disponible chaque année | <ul style="list-style-type: none"> Impôts hors cotisations de sécurité sociale Pas de données sur les prélèvements fiscaux pour 1992 Pas de valeurs imputées, pas de revenus négatifs |

Tableau 1.A1.1. Sources nationales et ajustements sur les données (suite)

| Source | Année de revenu | Période sur laquelle le revenu est mesuré | Taille de l'échantillon et taux de réponse l'année et la plus récente | Définition du ménage et du chef de ménage | Revenus pris en compte | Autres caractéristiques des données |
|--|------------------------------------|--|---|--|---|--|
| Royaume-Uni <i>Family Expenditure Survey</i> | 1975, 1985, 1991, 1995, 2000, 2004 | Revenu au moment de l'entretien pour la plupart des éléments (au cours des 12 mois précédents pour les revenus du capital et du travail indépendant) | Environ 10 000 ménages et un taux de réponse de 60 % | • Personnes vivant dans le même logement | Revenu hebdomadaire brut | • Données tirées de l'enquête FRS pour les comparaisons entre pays au milieu des années 2000; données tirées de l'enquête FES pour évaluer les tendances • Changement de source en 2000 (traité par raccordement) • Les valeurs manquantes ne sont pas prises en compte, les valeurs négatives sont prises en compte |
| Suède <i>Enquête sur la distribution des revenus</i> | 1975, 1983, 1991, 1995, 2000, 2004 | Année civile | Environ 14 500 ménages et un taux de réponse de 75 % | • Tous les individus vivant ensemble et partageant les ressources du ménage | Revenu disponible annuel. Toutes les données de revenu proviennent des dossiers fiscaux | • Pas de données manquantes, revenus négatifs inclus, ménages avec un revenu disponible négatif non pris en compte • Changement dans la définition du ménage en 1995 (traité par raccordement) |
| Suisse <i>Enquête sur les revenus et la consommation</i> | 2000-01, 2004-05 | Mois (converti dans une base annuelle) | Environ 7 000 ménages et un taux de réponse de 30 % | • Personnes vivant dans le même logement et partageant une partie de leur budget | Revenu mensuel brut et net (environ 1 %) | • Pas de revenus négatifs, valeurs manquantes imputées • Les données portent sur les moyennes de deux années consécutives |
| Turquie <i>Enquête sur les revenus et la consommation des ménages</i> | 1984, 1994, 2004 | Environ 8 600 | Environ 8 600 | • Personnes vivant dans le même logement, participant aux dépenses et à la gestion du ménage | Revenu mensuel brut et net | • Pas de données sur les prélèvements fiscaux pour toutes les années (autrement dit toutes les données relatives aux différentes composantes du revenu sont enregistrées nettes d'impôts et de prélèvements assis sur les salaires) • Changement dans les pondérations en 1994 (traité par raccordement) |